



Volet B

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

R
M

05175413

Déposé au Greffe du
TRIBUNAL DE COMMERCE DE VERVIERS

24-11-2005

Le Greffier

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 06/12/2005 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination

(en entier)

**SYNDICAT D'INITIATIVE DES TROIS FRONTIERES -
VERKEHRVEREIN DER DREI GRENZEN**

Forme juridique a.s.b.l.

Siège Rue Laschet 8, 4852 Hombourg/Plombières

N° d'entreprise 406.509.875

**Objet de l'acte : 1° Modification de dénomination, 2° Modifications statutaires du 30 juin 2004
3° Modifications statutaires du 17 mai 2005, 4° Statuts coordonnés,
5° Traductions de 1°, 3° et 4°.**

1° MODIFICATION DE DENOMINATION.

L'assemblée générale du 17 mai 2005, ayant pris acte de la décision du Roi notifiée le 14 septembre 2004 autorisant l'association à insérer dans sa dénomination les termes "Royal" et "Königlicher" à partir du 12 décembre 2005, a décidé de modifier la dénomination "Syndicat d'initiative des Trois Frontières - Verkehrsverein der Drei Grenzen" en "ROYAL SYNDICAT D'INITIATIVE DES TROIS-FRONTIERES - KÖNIGLICHER VERKEHRSVEREIN DER DREI-GRENZEN", à dater du 12 décembre 2005.

2° MODIFICATIONS STATUTAIRES DU 30 JUIN 2004

décidées par l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2004 (et publiées en version allemande au Moniteur Belge du 21 février 2005)

L'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2004 a adopté les modifications statutaires suivantes:

Dans le titre et à l'article 1er, en application de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 20 mars 2002 parue au MB du 16 mai 2002, la dénomination de l'association dans le titre et à l'article 1er est dans la version française : "Syndicat d'initiative des Trois Frontières-Verkehrsverein der Drei Grenzen" et, dans la version allemande, elle est "Verkehrsverein der Drei Grenzen-Syndicat d'initiative des Trois Frontières".

A l'article 1er, remplacer le terme "La Calamine" par "rue Laschet, 8 à 4852 Hombourg-Plombières" dans l'arrondissement judiciaire de Verviers

A l'article 1er, ajouter un second alinéa libellé comme suit : " Ses sièges opérationnels sont situés dans les communes qui l'ont fondée, reconnue ou qui y ont adhéré, à savoir les communes fusionnées de La Calamine, Lontzen, Raeren, Eupen(Kettenis), Plombières, Welkenraedt et Fourons qui constituent son aire opérationnelle "

A l'article 3, remplacer le 1er paragraphe par :

« L'association " Syndicat d'initiative des Trois Frontières -Verkehrsverein der Drei Grenzen" est un groupement touristique d'intérêt régional, composé de représentants des communes qui l'ont fondé ou y ont adhéré, des syndicats d'initiative locaux, d'offices communaux de tourisme, et des divers secteurs d'activité touristique de son aire opérationnelle.

Elle est reconnue par le Commissariat général au Tourisme de la Région Wallonne, compétent pour le territoire de la Communauté française, par la Communauté Germanophone, par la Fédération du Tourisme de la Province de Liège, par L'Office du Tourisme des Cantons de l'Est et par les Maisons du Tourisme du Pays de Herve et des Cantons de l'Est.

Ces organismes peuvent chacun lui confier des missions d'intérêt touristique sur l'ensemble de son aire opérationnelle. »

A l'article 3, 6°, remplacer " Ou de cinéma " par " de TV, de cinéma ou par Internet "

A l'article 5 remplacer le texte par : " l'association se compose d'une part de membres effectifs ordinaires ou d'honneur qui sont soit élus, soit membres de droit et, d'autre part de membres adhérents. "

A l'article 6, 2. Remplacer le terme " reconnus " par " admis comme membres "

A l'article 6 est inséré un nouveau 4ème paragraphe libellé comme suit : « Peuvent être admises comme membres ordinaires de l'association des personnes qui souhaitent œuvrer à la promotion touristique, des

Mentionner sur la dernière page du Volet B

Au recto

Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso

Nom et signature

personnes représentatives des attractions touristiques, des lieux d'hébergement touristique et du secteur HORECA. »

A l'article 11, remplacer " trimestre " par " semestre " et " carte " par " invitation ".

A l'article 12, insérer, avant " travaux ", " d'activité et de " et , in fine " et conformément aux dispositions légales ".

A l'article 15, ajouter devant " Syndicat d'Initiative " la mention " A.S.B.L."et après "Trois Frontières" les mots "Verkehrsverein der Drei Grenzen".

A l'article 15 bis, le texte est remplacé par :

" Les membres de l'association font usage de la langue officielle ou endogène de leur choix aux réunions. Au cours des séances, le président ou un administrateur assure les traductions éventuellement nécessaires. Les statuts et modifications de ceux-ci sont publiés dans la ou les langues des organismes publics ayant reconnu l'association. Les publications destinées au public, tant écrites que par internet ainsi que les contacts avec le touriste se font soit de manière trilingue français-allemand-néerlandais, soit dans la langue utilisée par le touriste. "

3° MODIFICATIONS STATUTAIRES DU 17 MAI 2005

L'assemblée générale extraordinaire du 17 mai 2005 , après avoir décidé la modification de la dénomination a décidé l'adaptation, dans les articles 1^{er}, 3, 8 et 15, des termes "Syndicat d'initiative des Trois Frontières - Verkehrsverein der Drei Grenzen en les remplaçant également par "Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières - Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen"

4° STATUTS COORDONNES DU

ROYAL SYNDICAT D'INITIATIVE DES TROIS-FRONTIERES - KÖNIGLICHER VERKEHRVEREIN DER DREI -GRENZEN (1)

(après les modifications adoptées par l'A.G.E. du 30 juin 2004 et par l'A.G.E. du 17 mai 2005)

Entre les soussignés, tous de nationalité belge:

- 1 Jean Xhaffaire, notaire, bourgmestre ,domicilié à Montzen.
- 2 M.Pierre Kofferschläger , employé, bourgmestre, domicilié à La Calamine
- 3.Léopold Cravatte ,instituteur ,domicilié à Rémersdael,
- 4.Guillaume Jongen, cultivateur, bourgmestre, domicilié à Moresnet,
- 5.Joseph Reinders, chauffeur, bourgmestre ff, domicilié à Gemmenich,
- 6 Mathieu Simons, cultivateur, bourgmestre, domicilié à Hombourg,
- 7.Charles Kevers, expert immobilier, domicilié à Teuven,
- 8 Henri Wiertz, cultivateur, bourgmestre, domicilié à Sippenaeken,
- 9 .Alphonse Xhonneux, employé, bourgmestre, domicilié à Neu-Moresnet,
- 10.Edouard Laurent, professeur, domicilié à La Calamine,
- 11.Pierre Vandegaar , hôtelier, domicilié à Moresnet.

Art 1er Il a été constitué une association sans but lucratif, dénommée " Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières - Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen (2), dont le siège social est établi à 4852 Hombourg, (commune de Plombières) rue Laschet, 8, dans l'arrondissement judiciaire de Verviers(3), et le siège administratif est établi à Hombourg, rue Laschet, 8 (4).

Ses sièges opérationnels sont situés dans les communes qui l'ont fondée, reconnue ou qui y ont adhéré, à savoir les communes fusionnées de La Calamine, Lontzen, Raeren, Eupen(Kettenis), Plombières, Welkenraedt et Fourons qui constituent son aire opérationnelle. (5)

Art 2. La durée de l'association est illimitée.

Art 3. L'association " Royal Syndicat d'initiative des Trois-Frontières - Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen " (2) est un groupement touristique d'intérêt régional , composé de représentants des communes qui l'ont fondé, reconnu ou y ont adhéré , des syndicats d'initiative locaux, d'offices communaux de tourisme, et des divers secteurs d'activité touristique de son aire opérationnelle.

Elle est reconnue par le Commissariat général au Tourisme de la Région Wallonne, compétent pour le territoire de la Communauté française , par la Communauté Germanophone, par la Fédération du Tourisme de la Province de Liège, par L'Office du Tourisme des Cantons de l'Est et par les Maisons du Tourisme du Pays de Herve et des Cantons de l'Est,

Ces organismes peuvent lui confier des missions d'intérêt touristique sur l'ensemble de son aire opérationnelle(6)

Elle a pour but de défendre et de promouvoir l'activité touristique sur la base locale et d'assurer aux touristes le meilleur accueil

L'association a notamment pour tâche:

1° La défense et la mise en valeur des monuments, des sites, des valeurs artistiques et des éléments d'attraction.

2° La défense et la mise en valeur des productions artisanales en tant qu'elles intéressent le tourisme.

3° La diffusion de renseignements touristiques et hôteliers.

4° L'organisation de manifestations, de fêtes et d'attractions de toutes espèces pouvant contribuer à l'attrait des localités et de la région (7)

5° La création de toute signalisation touristique nécessaire.

6° Le développement d'une action de propagande et de publicité, notamment par brochures, dépliants, affiches ou tout matériel de propagande, conférences, campagnes de presse, de radio, de TV, de cinéma ou par Internet Etc...(8)

7° Le développement de toutes initiatives sportives, culturelles, folkloriques(9) en liaison avec la qualité d'attraction et de réception du centre touristique qu'il représente, en collaboration avec les associations locales et en coordonnant leurs initiatives notamment dans le cadre des dossiers d'équipement touristique et pour leurs relations avec les instances subsidiaires. (9)

8° L'acquisition de biens meubles ou immeubles nécessaires à la réalisation de son objet social.

Art 4 Le nombre de membres de l'association est illimité. Il ne peut être inférieur à trois.

Art 5 l'association se compose d'une part de membres effectifs ordinaires ou d'honneur qui sont soit élus, soit membres de droit et, d'autre part de membres adhérents. (10)

Art 6 Tout habitant du Royaume et tout habitant de l'Union Européenne qui y a un siège d'activité (11) peut être admis au sein de l'association s'il y est accepté par scrutin secret, à la majorité des membres. De même tout membre pourra donner sa démission, sans devoir justifier celle-ci par simple lettre adressée au conseil d'administration.

Toute absence non justifiée pendant deux ans est assimilée à une démission.(12)

Sont membres de droit de l'association:

1. Les bourgmestres ou échevins des communes sur le territoire desquelles l'association exerce ses activités, à savoir celles de La Calamine, Welkenraedt, Plombières, Fourons, Raeren, Lontzen et Eupen (Kettenis), pour autant que ces mandataires ayant le tourisme dans leurs attributions ou la personne expressément désignée par eux souhaitent collaborer avec l'association. (13)

2. Deux délégués choisis par chaque Syndicat d'Initiative local fonctionnant sur le territoire des communes précitées, après que lesdits syndicats d'initiative aient été admis comme membres (14) du groupement

3. Un délégué désigné par le Commissariat Général au Tourisme pour la Communauté française, un délégué choisi par le conseil de la Communauté Germanophone, en son sein ou au sein de son administration, un délégué choisi par la Fédération du Tourisme de la Province de Liège. (15)

Peuvent être admises, comme membres ordinaires de l'association, des personnes qui souhaitent œuvrer à la promotion touristique, des personnes représentatives des attractions touristiques, des lieux d'hébergement touristique et du secteur HORECA.(16)

Art 7 Le conseil d'administration peut fixer éventuellement une cotisation appropriée, payable annuellement avant l'assemblée générale. Elle peut être exigible des seuls membres bénéficiant des services offerts par l'association mais ne peut dépasser 20 EUR (17)

Art 8 L'association "Royal Syndicat d'initiative des Trois-Frontières - Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen" (2) est gérée par un conseil d'administration composé du président, du secrétaire, du trésorier, du président d'honneur, de deux vice-présidents, d'un secrétaire adjoint, d'un membre chargé des relations publiques, d'un conseiller technique, de deux commissaires (18) et de membres élus par l'assemblée générale statutaire, prévue à l'article 11 des présents statuts. Toutes ces fonctions sont gratuites.

Après la désignation des administrateurs précités, l'assemblée complète le conseil d'administration en désignant en sus, sur proposition des syndicats d'initiative concernés, un représentant pour chacun de ceux-ci qui ne disposeraient pas encore d'un mandat au conseil (19) ainsi que, sur proposition des pouvoirs subsidiaires, un délégué du CGT et de la Communauté Germanophone. (20)

Art 9 Le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale pour 3 ans. Les mandats sont renouvelables par tiers chaque année. Le conseil d'administration désigne les membres sortants.(21) Ses membres peuvent être réélus.

Art 10 Le Conseil d'administration a tous pouvoirs pour la direction et l'administration de l'association, en conformité avec ses statuts et, éventuellement, les décisions prises par l'assemblée générale. Il ordonne les dépenses nécessaires dans les limites des disponibilités. Le président représente l'association. Il est, en cas d'absence, remplacé par un des vice-présidents ou, à défaut par (22) le secrétaire.

Art 11 Les membres effectifs de l'association se réunissent au moins une fois chaque année en assemblée générale. Celle-ci aura lieu dans le courant du premier semestre de l'année (23) et à l'endroit choisi par le conseil d'administration. La convocation à l'assemblée générale sera faite au moins dix jours à l'avance par invitation (24) individuelle.

Art 12 L'assemblée générale reçoit communication du rapport annuel d'activité (25) et de travaux et la situation de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant.

Les résolutions de la dite assemblée sont publiées s'il y a lieu, par le moyen jugé le plus apte par le conseil d'administration et conformément aux dispositions légales(26).

Art 13 Les ressources de l'association se composent:

- 1° des cotisations annuelles.
- 2° des subventions diverses
- 3° des dons en nature et en espèces
- 4° de produits divers.

Art 14 Les fonds supérieurs à 100 EUR (27) doivent être déposés au compte bancaire(27) de l'association. Les prélèvements des fonds devront être signés par le trésorier et contresignés par le secrétaire ou le président, qui devront rendre compte de ces prélèvements au conseil d'administration.

Art 15 (28). Sur tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces (28) figureront la dénomination " A.S.B.L.(28) Royal Syndicat d'initiative des Trois-Frontières - Königlicher Verkehrsverein der Drei Grenzen " (2)(29), l'indication du siège social et la mention " reconnu par le Commissariat Général au Tourisme et la Communauté Germanophone "(29)

Art.15 bis Les membres de l'association font usage de la langue officielle ou endogène de leur choix aux réunions. La correspondance et les convocations aux membres sont rédigées au moins dans la langue officielle de leur choix quel que soit leur lieu de domicile. Au cours des séances, le président ou un administrateur assure les traductions éventuellement nécessaires. Les statuts et modifications de ceux-ci sont publiés dans la ou les langues des organismes publics ayant reconnu l'association. Les publications destinées au public, tant écrite que par internet ainsi que les contacts avec le touriste se font soit de manière trilingue français-allemand-néerlandais, soit dans la langue utilisée par le touriste.(30)

Art 16 Le président ou(31) le secrétaire aura tous pouvoirs pour signer la correspondance et les pièces courantes. Toutefois les lettres ou conventions engageant l'association devront être contresignées par le président.

Art. 17 Après la dissolution éventuelle et les comptes étant arrêtés, les fonds restants seront affectés à une œuvre de caractère touristique.

Art.18 Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts ou toute modification des statuts sera réglé conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 et régi par l'usage.

Art. 19. L'assemblée générale a désigné pour la première fois en qualité d'administrateurs, tous présents et acceptant : Jean Xhafflaire, bourgmestre de Montzen, président, Edouard Laurent, professeur, secrétaire. Pierre Vandegaar, hôtelier, à Moresnet, trésorier, Léopold Cravatte, instituteur, Joseph Reinders, chauffeur, Mathieu Simons, cultivateur et Alphonse Xhonneux, employé, membres.

Ainsi fait et passé à Montzen, le 12 décembre 1955 (32)

MODIFICATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PARUES AU MONITEUR ET TOUJOURS EN VIGUEUR : (33)(34)(35)(36)(37)(38) (39)(40)(41)

L'assemblée générale du 9 février 1981 a désigné : M. Jean Henkens, bourgmestre honoraire de Henri-Chapelle président d'honneur depuis le 27 octobre 1977, M. Albert Stassen, fonctionnaire, secrétaire du S.I. Hombourg, président (en fonction depuis le 27 octobre 1977) M. Jean-Louis Xhonneux, fonctionnaire, domicilié à Rémersdael, représentant le S.I. de Fourons, trésorier, (en fonction depuis le 12 mai 1980), M. Corneil Bauens, administrateur (VV Hergenrath) (37)

L'assemblée générale du 13 mars 1997 a acté les nominations comme administrateurs de : M. Arsène Lennertz(S.I. Moresnet, 1991), Bernard Liégeois (S.I. Fourons, 1992), René Vanderheyden (S.I. Sippenaeken, 1997), Michel Letocart (VV Walhorn, 1997), vice-président, M. Roger Franssen, (VV Lontzen, 1995), conseiller technique, M. Günter Martinus(VV Lontzen, 1996, honoraire depuis 2002) secrétaire adjoint : M. Marcel Willems (VV Herbesthal, 1997) (39)

L'assemblée générale ordinaire du 20 mars 2002 a acté les nominations comme administrateurs de M. Richard Orban (VV Eynatten 1999), Mme Parent (VV Hauset 2002) (40)

L'assemblée générale du 30 juin 2004 a nommé M. Raymond Esser comme public-relation, M. Serge Huppertz(S.I. Montzen) comme vice-président, M. Jean Goka (S.I. Gemmenich) comme commissaire, M. Dieter Marichal (VV Herbesthal comme administrateur (41).

(1) Les statuts initiaux de l'association fondée le 12 décembre 1955 par devant Maître Xhafflaire, notaire à Montzen, enregistrés à Aubel le 14 décembre 1955, volume 52, folio 18, case 4, sont parus au MB du 24 décembre 1955, p 1433, N° 3670 & 3671 mentionnent "Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières". C'est

l'assemblée générale du 17 mai 2005 qui a adopté la dénomination "Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières" avec prise d'effet au 12 décembre 2005.

(2) L'assemblée générale du 20 mars 2002 (M.B du 16 mai 2002) a abrogé la dénomination adoptée le 9 février 1981 (MB 25 juin 1981, p 2250, N° 4720 et 4721) qui était "Groupement régional de Syndicats d'Initiative " Les Trois Frontières " pour en revenir à la dénomination initiale "Syndicat d'initiative des Trois Frontières". (puisque le nouveau décret ne reconnaît plus de " Groupements régionaux de tourisme ") L'assemblée générale du 30 juin 2004 a précisé que la dénomination complète est en fait "Syndicat d'Initiative des Trois Frontières - Verkehrsverein der Drei Grenzen" L'assemblée générale du 17 mai 2005 a pris acte de la décision du Roi communiquée le 14 septembre 2004 autorisant l'association à porter le titre de "Royal" et "Königlicher". L'assemblée générale a dès lors décidé de remplacer à partir du 12 décembre 2005 dans le titre et aux articles 1er, 3, 8 et 15 la dénomination "Syndicat d'initiative des Trois Frontières - Verkehrsverein der Drei Grenzen" par "Royal Syndicat d'initiative des Trois-Frontières - Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen". (y compris l'ajout du tiret entre "trois" et "Frontières" et entre "Drei" et "Grenzen").

(3) Ainsi modifié par l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2004 pour se conformer à la nouvelle loi sur les ASBL. Les statuts antérieurs fixaient le siège social à " La Calamine ", sans adresse. L'article 2 de la loi du 2 mai 2002 modifiant la loi sur les ASBL exige une adresse complète où l'association a un siège de direction.

(4) Ainsi modifié par l'assemblée générale du 20 mars 2002, MB du 16 mai 2002. L'ancien texte ne stipulait aucun siège administratif.

(5) Ainsi modifié par l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2004. L'ancien texte ne précisait pas les communes sur le territoire desquelles l'association était opérationnelle. Cet ajout confirme la situation de fait qui prévaut depuis 1977. Aux communes dont les bourgmestres ou notabilités locales de 1955 s'étaient munis de délibérations communales soutenant et reconnaissant la création de l'association (dont les noms figuraient dans la version de 1955 de l'article 15, à savoir Gemmenich, Hombourg, La Calamine, Montzen, Moresnet, Neu-Moresnet, Rémersdael, Sippenaeken et Teuven sont venues s'ajouter en 1966 plusieurs autres communes, Hauset, Walhorn, Henri-Chapelle, puis, en 1971-72, Kettenis, Raeren, Eynatten Hergenrath, Lontzen et Welkenraedt; enfin la situation a été clivée en 1977 par la fusion des communes qui a étendu l'activité de l'association à l'ensemble des communes fusionnées dont font désormais partie les communes précitées. Les communes de Fourons, Lontzen, Raeren proposèrent d'étendre l'aire d'activité de l'association à tout leur territoire tandis que la ville d'Eupen a quant à elle manifesté à ce moment le souhait que l'association continue à déployer son activité sur l'ancienne commune de Kettenis. L'assemblée générale de l'association, seule habilitée à déterminer son aire d'activité a donné droit à ces demandes et n'a plus modifié cette aire depuis lors.

(6) Ainsi modifié par l'assemblée générale 30 juin 2004 et précédemment par celles du 9 février 1981 (MB du 25 juin 1981) et par l'assemblée générale du 20 mars 2002 (MB du 16 mai 2002). Le texte initial de 1955 était : " L'association " Syndicat d'Initiative des Trois Frontières " est un groupement d'intérêt régional, reconnu par le Commissariat au Tourisme belge, ayant pour but de défendre et de promouvoir l'industrie touristique, sur la base locale et d'assurer aux touristes le meilleur accueil. " Le texte de 1981 insérait le terme " Groupement régional de S.I " et ajoutait, après " Belge " les termes " pour les Communautés Française et Germanophone ". Le texte de 2002 a rétabli la dénomination initiale de l'association.

(7) Ainsi modifié par l'assemblée générale du 9 février 1981 (MB du 25 juin 1981). Le texte initial était, après " attrait ", " de la localité sur le touriste ou de nature à promouvoir les valeurs touristiques locales "

(8) L'assemblée générale du 30 juin 2004 a remplacé la mention " ou de cinéma " par " de TV, de cinéma ou par Internet "

(9) Ainsi modifié par l'A.G. du 9 février 1981 (MB 25 juin 1981). L'ancien texte du 7° était libellé comme suit : " 7° Le développement de toutes initiatives sportives en liaison avec la qualité d'attraction et de réception du centre touristique qu'il représente "

(10) l'article 5 a été remplacé par l'assemblée générale du 30 juin 2004. L'ancien texte était " l'association se compose de membres effectifs et peut s'adjoindre des membres d'honneur "

(11) Les termes " et tout habitant de l'Union Européenne qui y a un siège d'activité " ont été insérés par l'A.G. du 20 mars 2002 (MB du 16 mai 2002)

(12) Ce 2ème alinéa a été inséré par l'A.G. du 20 mars 2002, MB du 16 mai 2002)

(13) Dans l'alinéa relatif aux membres de droits inséré en 1981, l'assemblée générale du 20 mars 2002, MB du 16 mai 2002) a ajouté après " échevins ", les mots " des communes sur le territoire desquelles l'association exerce ses activités, à savoir celles " et, elle a inséré après " Lontzen ", les mots " Et Eupen (Kettenis), pour autant que ces mandataires " Enfin elle a ajouté, in fine, après " par eux ", les mots " souhaitent collaborer avec l'association "

(14) L'assemblée générale du 30 juin 2004 a remplacé le terme " reconnus " par " admis comme membres "

(15) le 3ème alinéa comportant les 3 catégories de membres de droit a été inséré par l'A.G. du 9 février 1981, MB du 25 juin 1981)

(16) le 4ème paragraphe a été inséré par l'A.G. du 30 juin 2004

(17) ainsi modifié par l'assemblée générale du 20 mars 2002, MB du 16 mai 2002). L'ancien texte était libellé comme suit : " Les cotisations sont dues chaque année dans le courant du mois de mars. La cotisation sera de 50 Frs minimum et de 500 Frs maximum " L'assemblée générale du 9 février 1981 (MB 25 juin 1981) avait déjà remplacé " du mois de mars " par " du premier trimestre "

(18) l'assemblée générale du Syndicat d'Initiative des Trois Frontières s'est réunie le 13 décembre 1966 et a " décidé de modifier l'article 8 des statuts en élargissant le conseil d'administration par la désignation ou la nomination d'un président d'honneur, de deux vice-présidents, d'un secrétaire adjoint, d'un membre chargé des relations publiques, d'un conseiller technique et de deux commissaires " (MB du 19 janvier 1967, N°

279.291) . Les statuts coordonnés tiennent compte de ces données même si le libellé de la décision du 13 décembre 1966 parue au Moniteur du 19 janvier 1967 n'a pas la forme d'une modification de l'article mais détermine malgré tout clairement son option d'élargissement du conseil d'administration.

(19) Ainsi modifié par l'A.G. du 9 février 1981 (MB 25 juin 1981) qui a ajouté les termes " Après la désignation des administrateurs précités, l'assemblée complète le conseil d'administration en désignant en sus, sur proposition des syndicats d'initiative concernés, un représentant pour chacun de ceux-ci qui ne disposeraient pas encore d'un mandat au conseil "

(20) L'A.G. du 13 mars 1997 (MB 19 juin 1997, p 5215, N° 9775) a ajouté à l'article 8 " ainsi que, sur proposition des pouvoirs subsidiaires, un délégué du CGT et de la Communauté Germanophone "

(21) L'A.G. du 9 février 1981 (MB 25 juin 1981) a inséré " Les mandats sont renouvelables par tiers chaque année. Le conseil d'administration désigne les membres sortants. "

(22) L'A.G. du 20 mars 2002 (MB du 16 mai 2002) a inséré après " remplacé par " les termes " un des vice-présidents, ou, à défaut " .

(23) L'A.G. du 30 juin 2004 a remplacé le terme " premier trimestre " par " premier semestre ", conformément à la loi sur les ASBL modifiée en 2002. Le texte antérieur au 9 février 1981 était libellé comme suit : " dans le courant du mois de mars " .

(24) L'A.G. du 30 juin 2004 a remplacé le terme " carte individuelle " par " invitation individuelle " .

(25) L'A.G. du 30 juin 2004 a inséré avant " travaux " les mots " d'activité et de " .

(26) L'A.G. du 30 juin 2004 a ajouté in fine " et conformément aux dispositions légales " .

(27) L'A.G. du 20 mars 2002 (MB du 16 mai 2002) a remplacé " 1000 francs " par " 100 EUR et " compte-chèque postal " par " compte bancaire " .

(28) La première partie de l'article 15 a été abrogée par l'A.G. du 28 juin 2004 car elle fait double emploi avec l'article 1er et l'article 3 nouveaux. Le début de l'article 15 initial était libellé comme suit : " L'association est reconnue par les administrations communales de Gemmenich, Hombourg, La Calamine, Montzen, Moresnet, Neu-Moresnet, Rémersdael, Sippenaeken et Teuven et sera affiliée à la Fédération du Tourisme de la province de Liège " . L'A.G. du 9 février 1981 (MB du 25 juin 1981) a remplacé ce texte par " L'association est reconnue par les communes citées à l'article 6 (suite aux fusions de communes) et est affiliée à la Fédération du Tourisme de la province de Liège " .

La même A.G. du 30 juin 2004 a abrogé les termes " de ces organismes " et ajouté devant " syndicat d'initiative des Trois Frontières " la mention légale obligatoire " A.S.B.L. " .

(29) L'A.G. du 20 mars 2002 a abrogé les mots " et de tourisme " et remplacé " organisme officiel " figurant dans les statuts initiaux par " reconnu par le Commissariat général au Tourisme et la Communauté Germanophone " .

(30) Ce texte adopté par l'A.G. du 30 juin 2004 remplace celui de l'article 15bis inséré par l'A.G. du 9 février 1981 (MB du 25 juin 1981), lequel était libellé comme suit : " Les membres de l'association font usage de la langue de leur choix aux réunions. La correspondance et les convocations seront rédigées en français aux membres issus des communes de Welkenraedt, Plombières, Fourons et en allemand aux membres de La Calamine, Raeren, Lontzen, sauf demande de ces derniers. AU cours des séances, le président ou un administrateur assure les traductions éventuellement nécessaires. Les statuts et modifications à ceux-ci sont publiés en français et en allemand aux annexes du Moniteur. "

(31) L'A.G. du 20 mars 2002 (MB du 16 mai 2002) a inséré avant " secrétaire " les mots " président ou le " .

(32) MB 24 décembre 1955, p 1434, N° 3670

(33) " Les membres de l'association sans but lucratif " Syndicat d'Initiative des Trois Frontières ", réunis en assemblée générale à Montzen, le 12 décembre 1955 ont nommé membres du conseil d'administration : Jean Xhaffaire, bourgmestre de Montzen, président, Edouard Laurent, professeur, secrétaire. Pierre Vandegaar, hôtelier, à Moresnet, trésorier, Léopold Cravatte, instituteur, Joseph Reinders, chauffeur, Mathieu Simons, cultivateur et Alphonse Xhonneux, employé, membres. " MB 24 décembre 1955, p 1434, N° 3671

(34) " L'assemblée générale de l'ASBL Syndicat d'initiative des Trois Frontières, ayant son siège à La Calamine, constituée par acte sous seing privé du 12 décembre 1955 publié aux annexes du Moniteur Belge du 24 décembre suivant sous le N° 3670 s'est réunie conformément aux statuts le 19 mars 1957 et a adopté la démission de M. Edouard Laurent, secrétaire. M. Hubert Rutten, secrétaire communal de Neu-Moresnet, domicilié à Neu-Moresnet a été élu secrétaire de l'association sans but lucratif La Calamine le 19 mars 1957 (MB 30 mars 1957)

(35) " L'assemblée générale de l'ASBL Syndicat d'initiative des Trois Frontières, ayant son siège à La Calamine, constituée par acte sous seing privé du 12 décembre 1955 publié aux annexes du Moniteur Belge du 24 décembre suivant sous le N° 3670 s'est réunie le mercredi 29 avril 1959 et a désigné en qualité d'administrateurs : M. Xhaffaire, Jean, Bourgmestre de Montzen, notaire, président de l'association, M. Rutten, Hubert, secrétaire communal, à Neu-Moresnet, secrétaire, M. Vandegaar, Pierre, hôtelier, à Moresnet, trésorier, M. Cravatte Léopold, instituteur, à Rémersdael, membre, M. Straet, Guillaume, bourgmestre, à Gemmenich, membre, M. Mathieu Simons, bourgmestre, à Hombourg, membre, M. Xhonneux, Alphonse, bourgmestre, à Neu-Moresnet, membre. (MB 30 mai 1959, N° 2319-2335)

(36) L'assemblée générale du 13 décembre 1966 a adopté les démissions de MM Jean Xhaffaire, notaire, domicilié à Montzen, président, et Pierre Vandegaar, hôtelier, domicilié à Moresnet, trésorier. Elle a nommé membres du Conseil d'administration : M. Jean Xhaffaire, notaire, domicilié à Montzen, président d'honneur, M. Jean Henkens, domicilié à Henri-Chapelle, président, M. Guillaume Schyns, bourgmestre, domicilié à La Calamine, vice-président, M. Henri Heutz, bourgmestre, domicilié à Hauset, vice-président, M. Hubert Rutten, secrétaire communal, domicilié à Neu-Moresnet, secrétaire, M. Joseph Langhor, professeur, domicilié à Gemmenich, secrétaire adjoint, M. Léopold Cravatte, instituteur, domicilié à Rémersdael, trésorier, M. Charles

Cravatte, directeur d'école, domicilié à La Calamine, au poste des relations publiques, M. Michel Letocart, ingénieur des Eaux et Forêts, domicilié à Walhorn, conseiller technique, M. Marcel Colyn, sous-percepteur des portes, domicilié à Gemmenich, et Firmin Pauquet, inspecteur de l'Education populaire, domicilié à La Calamine, commissaires.

(37) L'assemblée générale du 9 février 1981 a désigné : M. Jean Hensens, bourgmestre honoraire de Henri-Chapelle président d'honneur depuis le 27 octobre 1977, M. Albert Stassen, fonctionnaire, secrétaire du S.I. Hombourg, président (en fonction depuis le 27 octobre 1977), M. Hubert Rutten, secrétaire communal honoraire de Neu-Moresnet, secrétaire (en fonction depuis le 19 mars 1957), M. Jean-Louis Xhonneux, fonctionnaire, domicilié à Rémersdael, représentant le S.I. de Fourons, trésorier, en fonction depuis le 12 mai 1980, successeur de feu M. Léopold Cravatte, M. Cornél Bauens, échevin, de La Calamine, domicilié à Hergenrath, vice-président, en fonction depuis le 27 octobre 1977, M. Jacques Palm, (président du S.I. Montzen), agriculteur, vice-président, M. Joseph Heuschen, (fonctionnaire, secrétaire du S.I. de Walhorn, secrétaire adjoint, M. Alain Mager, fonctionnaire, secrétaire du S.I. de Montzen, chargé des relations publiques, M. Richard Timmerman, chef des travaux à Raeren, représente le S.I. de Raeren, conseiller technique, M. A. Thomson, fonctionnaire, représente le S.I. de Hergenrath, commissaire, Mme Radermecker-Charlier, (représente le S.I. Eynatten) commissaire, M. M. Aussens (représente le S.I. Hauset) administrateur, M. Joseph Pinckaers, (échevin à Fourons, domicilié à Teuven, agriculteur,) administrateur. (M. B. du 25 juin 1981)

(38) L'assemblée générale du 15 mars 1990 a accepté les démissions de MM H. Rutten, secrétaire honoraire, J. Heuschen, A. Mager, J. Pinckaers.

Elle a nommé MM Nicolaus Schmetz, (VV Touring Tourisme, Kelmis-Neu-Moresnet), vice-président, Roger Franssen (VV Lontzen), public-relation, Mme Heynen, secrétaire, M. Freddy Nyns, (VV Walhorn, secrétaire adjoint, Bernard Eicher (VV Herbesthal), Joseph Remacle (S.I. C.D. Plombières) administrateurs, Etienne Schils (S.I. Gemmenich), conseiller technique adjoint, Henri Muytjens, (S.I.C.F. Moresnet) commissaire. (M.B. 31.01.1991, N° 1088(73895))

(39) L'assemblée générale du 13 mars 1997 a acté les démissions de M. H. Kockartz, (1997), de M. N. Schmetz (1996), Mme Heinen (1990), M. R. Timmerman (1990), M. H. Muytjens (1991), M. K. Aussems (1994), M. J. Ulrici (1997) et le décès de M. F. Nyns (1996)

Elle a acté les nominations comme commissaire : M. Arsène Lennertz (S.I. Moresnet) (1991), comme administrateurs: Bernard Liégeois (S.I. Fourons (1992), René Vanderheyden (S.I. Sippenaeken, 1997), Michel Letocart (VV Walhorn, 1997) W. Timmerman (VV Hauset, 1997), vice-président, M. Roger Franssen, (VV Lontzen, 1995), conseiller technique, M. Günter Martinus (VV Lontzen, 1996) secrétaire adjoint : M. Marcel Willems (VV Herbesthal 1997)

(40) L'assemblée générale ordinaire du 20 mars 2002 a acté les nominations comme administrateurs de M. Raymond Esser (S.I. Montzen, 2000), M. Raymond Flas (S.I. Gemmenich, 2001), Richard Orban (VV Eynatten 1999, Mme Parent (VV Hauset 2002),

Elle a acté les démissions de MM les administrateurs W. Timmerman (2002), J. Remacle (2002), J. Palm (2000), E. Schils (1998), C. Radermecker-Charlier (2002), G. Martinus. Ce dernier devient conseiller technique honoraire.

(41) L'assemblée générale du 30 juin 2004 a remplacé M. Esser comme vice-président représentant le S.I. Montzen par M. Serge Huppertz, a désigné M. Esser comme public-relation, M. Dieter Marichal comme administrateur (VV Herbesthal, en remplacement de M. B. Eicher, et M. Jean Goka (S.I. Gemmenich) comme administrateur remplaçant M. R. Flas.

(42) Dans la version allemande des statuts coordonnés le 30 juin 2004, l'équivalence de la traduction a été assurée. Des corrections de vocabulaire et des fautes de frappe ont été réalisées mais ne sont pas reprises dans les modifications statutaires qui se limitent aux modifications de fond. Par contre la version coordonnée des statuts reprend le tout. La version allemande coordonnée après l'assemblée générale du 30 juin 2004 est parue au Moniteur Belge du 11 février 2005

5° TRADUCTION

ÜBERSETZUNG

1° BENENNUNGSÄNDERUNG

Bei der Aussergewöhnlichen Generalversammlung vom 17. Mai 2005, wurde Kenntnis genommen des am 14.9.2004 mitgeteilten Beschlusses des Königs, der dem Verkehrsverein der Drei Grenzen ab dem 12.12.2005 die Erlaubnis erteilt die Benennung "Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen - Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières" zu tragen. Die A.G.V. vom 17. Mai hat die Einführung dieser Benennung ab dem 12. Dezember 2005 beschlossen.

2° STATUTENÄNDERUNGEN

Die Aussergewöhnliche Generalversammlung vom 17. Mai 2005 hat auch, in den Artikeln 1;3; 8 und 15 ab dem 12. Dezember 2005 die Wörter "Verkehrsverein der Drei Grenzen - Syndicat d'Initiative des Trois Frontières" durch die Wörter "Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen - Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières" ersetzt.

**3°KOORDINIERTEN STATUTEN
KÖNIGLICHER VERKEHRVEREIN DER DREI-GRENZEN - ROYAL SYNDICAT D'INITIATIVE DES TROIS-FRONTIERES (1)**

Zwischen den Unterzeichneten, allen belgischer Staatsangehörigkeit ,

Jean Xhaffaire, Notar, Bürgermeister in Montzen
Pierre Kofferschlag, Bürgermeister in Kelmis.
Léopold Cravatte, Lehrer in Remersdaal.
Guillaume Jongen, Landwirt, Bürgermeister in Moresnet
Joseph Reinders, stellv. Bürgermeister in Gemmenich.
Mathieu Simons, Landwirt, Bürgermeister in Hombourg.
Charles Kevers, Immobiliensachverständiger in Teuven.
Henri Wiertz, Landwirt, Bürgermeister in Sippenaeken.
Alphonse Xhonneux, Beamter, Bürgermeister in Neu-Moresnet.
Edouard Laurent, Professor, wohnhaft in Kelmis.
Pierre Vandegaar, Gastwirt in Moresnet.

Art.1

Wurde am 12. Dezember 1955 eine Gesellschaft ohne Erwerbszweck unter der Benennung Königlicher Verkehrsverein der Drei -Grenzen -Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières "(2) gegründet, mit Gesellschaftssitz in 4852 Hombourg/Plombières, rue Laschet 8, im Gerichtsbezirk Verviers(3) und mit Verwaltungssitz in Hombourg, Laschet, 8. (4)

Ihre jeweiligen Betriebssitze sind in den Gemeinden gelegen, die sie gegründet beziehungsweise anerkannt haben oder die der Gesellschaft beigetreten sind , nämlich die fusionierten Gemeinden Kelmis, Lontzen, Raeren, Eupen (Kettenis), Plombières, Welkenraedt und Voeren, die ihr Tätigkeitsgebiet bilden. (5)

Art. 2. Die Dauer des Vereins ist unbeschränkt

Art. 3. Die Gesellschaft " Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen - Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières " (2) ist eine touristische Vereinigung regionalen Interesses, die aus Vertretern zusammengestellt ist

- der Gemeinden, die sie gegründet beziehungsweise anerkannt haben oder die ihr beigetreten sind ,
- der örtlichen Verkehrsvereine,
- der Fremdenverkehrsämter der interessierten Gemeinden und
- der verschiedenen touristischen Sektoren ihres Tätigkeitsgebiets.

Sie ist durch das Generalkommissariat für Tourismus der Wallonischen Region, zuständig für das Gebiet der Französischen Gemeinschaft, durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, durch den Fremdenverkehrsverband der Provinz Lüttich , durch das Verkehrsamt der Ostkantonen, und durch die Tourismushäuser des Hervelandes und der Ostkantonen anerkannt.

Diese Behörden dürfen die Gesellschaft mit touristischen Aufträgen im ganzen Bereich ihres Tätigkeitsgebiets beauftragen (6)

Ziel des Vereins ist der Schutz und die Förderung der touristischen Tätigkeiten auf örtlicher Basis sowie die bestmögliche Betreuung der Touristen.

Sie hat unter anderem als Aufgabe :

- 1° der Schutz und die Aufwertung von Denkmälern, Landschaften, Kunstwerken und sonstigen Sehenswürdigkeiten;
- 2° der Schutz und die Aufwertung der handwerklichen Produkte, insoweit sie zur Förderung des Tourismus beitragen;
- 3° die Erteilung von Auskünften touristischer Art, unter anderem was die Beherbergungsmöglichkeiten betrifft;
- 4° das Organisieren von Veranstaltungen, Festlichkeiten und Attraktionen aller Art, die zur Förderung der Ortschaften und der Region beitragen können ;
- 5° die Aufstellung aller zweckdienlichen touristischen Beschilderungen;
- 6° die Entwicklung einer Werbetätigkeit unter anderem mit Hilfe von Broschüren, Prospekten, Plakaten, oder anderen Werbemitteln, Konferenzen, Werbekampagnen in der Presse, im Rundfunk, Fernsehen, in den Kinosälen , im Internet, u.s.w. ;(8)
- 7° die Entwicklung aller zur Förderung der interessierten touristischen Zentren dienlichen Initiativen auf sportlichem, kulturellem und folkloristischem Gebiet, unter Mitwirkung der örtlichen Vereinigungen, wobei die

jeweiligen Initiativen, insbesondere im Rahmen der Entwicklung der touristischen Anlagen, und die Beziehungen zu den Zuschussbehörden koordiniert werden;(9)

8° der Erwerb von beweglichen und unbeweglichen Gütern, die zu ihrem Gesellschaftszweck nötig sind.

Art 4. Die Zahl der Mitglieder des Vereins ist unbeschränkt . Sie darf nicht unter drei Mitgliedern liegen.

Art 5. Der Verein ist einerseits aus gewöhnlichen effektiven Mitgliedern bzw aus Ehrenmitgliedern, die entweder gewählt werden oder von Rechts wegen Mitglieder sind, und andererseits aus beitretenen Mitgliedern zusammengestellt. (10)

Art 6. Jeder Einwohner des Königreiches und der Europäischen Union, der hierorts einen Betriebssitz hat (11), darf als Mitglied in den Verein aufgenommen werden , wenn er durch geheime Abstimmung von der Mehrheit der Mitglieder angenommen wird .Jedes Mitglied kann auch per einfachen Brief an den Verwaltungsrat und ohne irgendwelche Rechtfertigung seinen Rücktritt einreichen.

Eine ungerechtfertigte Abwesenheit während zwei Jahren wird dem Rücktritt gleichgestellt.

Sind von Rechts wegen Mitglieder des Vereins :

1. Die Bürgermeister oder Schöffen der Gemeinden auf deren Grundgebiet die Gesellschaft ihre Tätigkeiten ausübt, das heißt Kelmis, Welkenraedt, Plombières, Voeren, Raeren, Lontzen und Eupen(Kettenis), vorausgesetzt diese für den Tourismus zuständigen Vertreter oder die ausdrücklich durch sie beauftragte Person mit dem Verein mitarbeiten wünschen

2. Zwei Vertreter der jeweiligen örtlichen Fremdenverkehrsvereine, die auf dem Gebiet der vorerwähnten Gemeinden tätig sind, nachdem diese Fremdenverkehrsvereine als Mitglied in den Verkehrsverein der Drei Grenzen aufgenommen worden sind. (14)

3. Ein Vertreter des Generalkommissariats für Tourismus der Französischen Gemeinschaft, ein vom Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft unter seinen Mitgliedern oder unter seinen Verwaltungsmitarbeitern gewählter Vertreter, ein Vertreter des Fremdenverkehrsverbandes der Provinz Lüttich (15)

Personen, die zur Förderung des Tourismus beitragen möchten, Vertreter der touristischen Attraktionen, der Fremdenbeherbergungsstätten, des HORECA Sektors, dürfen als gewöhnliche Mitglieder in den Verein aufgenommen werden.(16)

Art. 7 Der Verwaltungsrat kann eventuell einen angemessenen Beitrag festlegen, der jährlich vor der Generalversammlung zu zahlen ist. Dieser Beitrag kann nur von den Mitgliedern verlangt werden, die die vom Verein geleisteten Dienstleistungen genießen ; dieser Beitrag darf einen Betrag von EUR 20 nicht überschreiten. (17)

Art.8 Die Gesellschaft " Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen - Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières " (2) wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich wie folgt zusammensetzt : der Ehrenpräsident, der Präsident, zwei Vize-Präsidenten, der Sekretär, ein beigeordneter Sekretär, ein technischer Berater, ein Public-Relations-Fachmann, ein Kassenführer , zwei Kommissare, und Mitglieder, die durch die im Artikel 11 vorgesehene statutarische Generalversammlung gewählt werden. Diese Ämter werden nicht bezahlt.

Nach der Bezeichnung der vorerwähnten Verwaltungsratsmitglieder und auf Vorschlag der betreffenden Verkehrsvereine , vervollständigt die Generalversammlung den Verwaltungsrat durch einen Vertreter der Verkehrsvereine, die noch nicht im Verwaltungsrat vertreten sind und, auf Vorschlag der subventionierenden Behörden , durch einen Vertreter des Generalkommissariats für Tourismus und der Deutschsprachigen Gemeinschaft. (20)

Art. 9 Der Verwaltungsrat wird von der Generalversammlung für drei Jahre gewählt. Die Mandate werden jedes Jahr pro Drittel erneuert . Der Verwaltungsrat bezeichnet die ausscheidenden Mitglieder(21). Diese Mitglieder dürfen wiedergewählt werden.

Art 10. Der Verwaltungsrat verfügt für die Führung und die Verwaltung des Vereins, im Rahmen der Statuten und eventuell der Beschlüsse der Generalversammlung, über die weitestgehenden Befugnisse. Er weist die notwendigen Ausgaben im Rahmen der verfügbaren finanziellen Mittel an. Der Präsident vertritt den Verein . Bei Abwesenheit wird er durch einen der Vize-Präsidenten oder, in Ermangelung, durch den Sekretär ersetzt. (22)

Art 11 Die effektiven Mitglieder des Vereins treten mindestens einmal pro Jahr in Generalversammlung zusammen. Dies geschieht im ersten Semester (23) des Jahres in einem vom Verwaltungsrat festgelegten Ort. Die Einladung zur Generalversammlung wird zehn Tagen im voraus per persönliches Schreiben zugestellt (24)

Art 12 Der Generalversammlung wird der Jahresbericht (25) über die Tätigkeiten und die Lage des Vereins übermittelt. Sie genehmigt die Rechnungen des vergangenen Rechnungsjahres und den Haushaltsplan des

folgenden Jahres. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden, falls erforderlich, auf dem vom Verwaltungsrat als günstigsten gehaltenen Weg und laut der gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht. (26)

Art. 13 Die Einkünfte des Vereins stellen sich wie folgt zusammen :

- 1° die jährlichen Beiträge ,
- 2° die verschiedenen Zuschüsse ;
- 3° die Geld- oder Sachspenden,
- 4° die verschiedenen Erträge.

Art. 14 Die Beträge über 100 EUR müssen auf das Bankkonto Nr (27) des Vereins überwiesen werden. Die Geldabhebungen müssen vom Kassensführer unterzeichnet werden und vom Präsidenten oder vom Sekretär gegengezeichnet werden. Letztere werden dem Verwaltungsrat über die Abhebungen Bericht erstatten.

Art. 15 (28)

Auf allen Urkunden , Rechnungen , Anzeigen, Veröffentlichungen und anderen Dokumenten (28) werden die Benennung " G.o.E Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen- Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières " (2) (29), der Gesellschaftssitz und die Angabe " Anerkannt vom C.G.T. und von der D.G " erwähnt.

Art 15 bis. Die Mitglieder des Vereins gebrauchen in den Versammlungen die offizielle oder örtliche Sprache ihrer Wahl. Während der Sitzungen sorgen der Präsident oder ein Verwalter für die notwendigen Übersetzungen. Die Statuten und deren Änderungen werden in der Sprache der jeweiligen Behörden, die den Verein anerkannt haben, veröffentlicht. Die für die Touristen bestimmten schriftlichen oder im Internet zur Verfügung stehenden Veröffentlichungen sind dreisprachig Französisch-Deutsch- Niederländisch; die Kontakte bzw Gespräche mit den Touristen erfolgen in der von den Touristen gewählten Sprache. (30)

Art. 16. Der Präsident oder (31) der Sekretär sind dazu befugt, die Korrespondenz und die gewöhnlichen Dokumente zu unterzeichnen. Die Briefe und Übereinkommen, die den Verein verpflichten, müssen jedoch vom Präsidenten gegengezeichnet werden.

Art 17 Nach der eventuellen Auflösung und wenn die Rechnungen abgeschlossen sind , werden die Überschüsse einer Vereinigung bereitgestellt, die touristische Zwecke verfolgt.

Art 18 Was nicht in den gegenwärtigen Statuten vorgesehen wird und jede Statutenänderung werden laut Gesetz vom 27. Juni 1921 und nach den landesüblichen Bräuchen geregelt.

Art. 19 Die Generalversammlung hat zum ersten Mal folgende anwesenden Personen, die dieses Amt annehmen, als Verwalter ernannt : Jean Xhaffaire, Bürgermeister in Montzen, Präsident, Edouard Laurent, Professor, Sekretär, Pierre Vandegaar, Gastwirt in Moresnet, Kassensführer, Léopold Cravatte, Lehrer, Joseph Reinders, Chauffeur, Mathieu Simons, Landwirt, und Alphonse Xhonneux, Angestellter, Mitglieder.

Getan in Montzen, am 12. Dezember 1955

ÄNDERUNGEN DES VERWALTUNGSRATES, IM STAATSBLETT EINGETRAGEN UND NOCH IMMER IN KRAFT((32)(33)(34)(35)(36)(37)(38)(39)(40)(41)

Die Generalversammlung vom 9. Februar 1981 hat folgende Personen zu Verwaltern berufen : Jean Henkens, Ehrenbürgermeister von Henri-Chapelle als Ehrenpräsident seit dem 10. Oktober 1977 Albert Stassen, Beamter, Sekretär des V.V. Hombourg als Präsident seit dem 10. Oktober 1977. Jean-Louis Xhonneux, Beamter , aus Remersdael, Vertreter vom V.V. Fourons, als Kassensführer , seit den 12. Mai 1980, Corneli Bauens , aus Hergenrath, seit dem 27. Oktober 1977,(37)

Die G.V. vom 13. März 1997 hat folgende Personen zu Verwaltern berufen : Arsène Lennertz(S.I. Moresnet, als Kommissar, 1991), René Vanderheyden (S.I. Sippenaeken, 1997), Michel Letocart (VV Walhorn, 1997) , Vize-Präsident , Roger Franssen, (VV Lontzen, 1995), Sekretär Marcel Willems (1997) (39)

Die Generalversammlung vom 20.3. 2002 (B.S. 16.5.2002) hat folgende Personen zu Verwaltern berufen : Raymond Esser (S.I. Montzen, 2000 und die G.V. vom 30.6.2004 hat ihn zu Public-relation berufen), Richard Orban (VV Eynatten 1999, Frau Helga Parent (VV Hauset 2002), Günter Martinius als ehren technischer Berater (40)

Die Generalversammlung vom 30.6.2004 hat folgende Personen zu Verwaltern berufen: Serge Hupperz (S.I. Montzen als 2.Vize-Präsident, Dieter Marichal (VV Herbesthal als Verwalter), Jean Goka (S.I. Gemmenich) als Kommissar.

(1)Die ursprüngliche Statuten der Vereinigung , (gegründet am 12. Dezember 1955 , vor dem Notar Xhaffaire in Montzen, eingetragen in Aubele am 14. Dezember 1955, Vol. 52, Folio 18, Abteilung 4, Staatsblatt vom 24. Dezember 1955, Seite 1433, N° 3670 & 3671) sind nur in französischer Fassung erschienen. (Die erste deutsche Übersetzung ist im Staatsblatt vom 25. Juni 1981 erschienen (Seite 2251)

(2) Die Generalversammlung vom 20.3.2002 (B.S. 16 Mai 2002) hat die am 9.2.1981 (B.S.25.6.1981, s.2250, N° 4720 & 4721) eingeführte Benennung "Verband der Verkehrsvereine "Drei Grenzen" mit der ursprüngliche Benennung "Verkehrsverein der Drei Grenzen" ersetzt.(weil im Wallonischen Dekret über die touristische Vereinigungen keine "Touristische Verbände" mehr anerkannt werden)

Die Generalversammlung vom 30. Juni 2004 hat die folgende Erklärung angenommen: "Laut des Beschlusses der A.G.V. vom 20. März 2002 (BSB 16.5.2002) ist die Benennung des Vereins im Titel und im Artikel 1 in der französische Fassung "Syndicat d'initiative des Trois Frontières- Verkehrsverein der Drei Grenzen" und in der deutsche Fassung: "Verkehrsverein der Drei Grenzen-Syndicat d'Initiative des Trois Frontières".

Bei der Generalversammlung vom 17.5. 2005 in Lontzen wurde Kenntnis genommen des Beschlusses des Königs der am 14.9.2004 mitgeteilt wurde, der dem Verkehrsverein Drei Grenzen ab dem 12.12.2005 die Erlaubnis erteilt die Benennung "Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen -Royal Syndicat d'Initiative des Trois-Frontières" zu tragen. "Die Benennung wird ab dem 12.Dezember 2005 : "Königlicher Verkehrsverein der Drei-Grenzen- Royal Syndicat d'initiative des Trois-Frontières". (auch mit einem Strich zwischen "Drei" und "Grenzen" und zwischen "Trois" und "Frontières". Dies gilt auch im Artikel 1, Artikel 3, Artikel 8 und Artikel 15.

(3) So in der Generalversammlung vom 30.6.2004 geändert (im Rahmen der Anpassung mit den neuen Gesetzgebungen über die G.o.E.) Die ursprüngliche Statuten hatten den Gesellschaftssitz in Kelmis festgestellt aber ohne Adresse. Im Artikel 2. des Gesetzes vom 2.5.2002 betr. die G.o.E. wird eine vollständige Adresse wo die Gesellschaft einen Führungssitz hat verlangt.

(4) So in der Generalversammlung vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) geändert. Der ursprüngliche Text zeigte keinen Verwaltungssitz.

(5) So in der Generalversammlung vom 28.6.2004 geändert. Der ursprüngliche Text erklärte nicht auf welchem Gebiet die Vereinigung tätig war.Diese Beifügung bestätigt die Situation die in der Tat seit 1977 besteht. An den Gemeinden dessen Bürgermeistern vom 1955 sich mit einem Beschluss des Gemeinderates für die Anerkennung der Vereinigung als Gründer vorstellten, (die Namen dieser Gemeinden standen im Artikel 15 der ursprünglichen Statuten : Gemmenich, Homburg, Kelmis, Montzen, Moresnet, Neu-Moresnet, Remersdael, Sippenaeken und Teuven) kamen sich 1966 mehrere andere Gemeinden beifügen : Hauset, Walhorn, Henri-Chapelle, und dann, in 1971-72 Kettenis, Raeren, Eynatten, Hergenrath, Lontzen und Welkenraedt. Endlich wurde die Situation mit der Gemeindevereinigung von 1977 festgestellt. Seitdem ist das Unternehmensegebiet der Vereinigung an dem ganzen Gebiet der obererwähnten Gemeinden anwendbar. Die Gemeinden Voeren, Lontzen und Raeren schlugen vor dass dieses Tätigkeitsgebiet das ganze Gebiet der Gemeinde einschliessen sollte. Die Stadt Eupen wünschte dass die Vereinigung auf dem Gebiet Kettenis weiter tätig bliebe. Die Generalversammlung der Vereinigung, die allein mächtig ist um ihr Tätigkeitsgebiet zu beschliessen hat diese Situation von 1977 bestätigt und seitdem nichts mehr geändert

(6) so in der Generalversammlung vom 30.6.2004 und vorher in der G.V. vom 9.2.1981 (B.S.25.6.1981) und in der G.V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) geändert. Der ursprünglicher Text war : " Die Gesellschaft " Verkehrsverein der Drei Grenzen " ist eine Vereinigung von Regionalinteresse, anerkannt vom belgischen Generalkommissariat für Tourismus mit dem Ziel die touristische Industrie zu fördern, auf örtliche Basis sowie den besten Empfang für die Touristen. "Der Text von 1981 hat die Wörter " Verband der Drei Grenzen " eingeführt und die Wörter " Für die französische und die deutschsprachigen Gemeinschaften " beigefügt. Der Text von 2002 hat die ursprüngliche Benennung der Vereinigung herstellt

(7) so in der Generalversammlung vom 9.2.1981 (B.S. von 25.6.1981) geändert.

(8) Die Generalversammlung von 30.6.2004 hat die Wörter " Fernsehen , Kino u.s.w. " mit " Fernsehen, Kino oder Internet usw. " ersetzt.

(9) So in der Generalversammlung vom 9. 2.1981 verändert (B.S. 25.6.1981) .

(10) Die Änderung des Art. 5 hat die Generalversammlung vom 30.6.2004 beschlossen. Der ursprüngliche Text war : " Der Verband zählt effektive Mitglieder ; Ehrenmitglieder können auch gewählt werden. "

(11) die G.V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) hat die Wörter " und der Europäische Union die hier feste Tätigkeit haben " eingeführt.

(12) Dieser 2. Absatz wurde in der Generalversammlung vom 20.3.2002 (B.S.16.5.2002) eingeführt.

(13) Im Absatz betr. Rechtsmitglieder, eingeführt in 1981, hat die G.V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) nach den Wörtern " oder Schöffen ", die Wörter " der Gemeinden des Gebietes wor der Verein tätig ist, das heisst " und nach " Lontzen " die Wörter " und Eupen (Kettenis), wenn diese vertreter " und , am Ende, nach " Person " die Wörter "Eine Mitarbeit mit dem Verein wünschen " eingeführt.

(14) Die Generalversammlung vom 30.6.2004 hat die Wörter " anerkannt hat " mit den Wörtern " als Mitglied aufgenommen hat " ersetzt.

(15) Der 3. Absatz mit den verschiedenen Rechtsmitgliedern wurde in der G.V. vom 9.2.1981 (B.S. 25.Juni 1981) eingeführt.

(16) Der 4. Absatz wurde in der G.V. vom 30.Juni 2004 eingeführt.

(17) So geändert in der G.V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) Der ursprüngliche Text war : " die Beiträge werden jedes Jahr im März verlangt Die Beiträge belaufen sich auf F 50 Minimum und F 500 Maximum "

Die G.V. vom 9.2.1981 (B.S. 25.6.1981) hatte schon " im März " mit " im ersten Trimester " ersetzt.

(18) Die G.V. des V.V. der Drei Grenzen hat sich am 13. Dezember 1966 versammelt und die Änderung des Artikels 8 der Statuten beschlossen mit der Verbreitung des Verwaltungsrates, wo ein Ehren-Präsident, zwei Kommissaren, 2 Vize Präsidenten ein Adj.Sekretär, ein " Public-relation " und ein Techniker Berater beigefügt werden.(B.S.19.1.1967, N° 279.291) Die koordinierte Statuten haben diese Änderung integriert, auch wenn der Beschluss vom 13.12.1966 nicht die Form einer Statutenänderung hat aber er zeigt genau den Wunsch des Verwaltungsrates.

(19) So in der G.V. vom 9. Februar 1981 (B.S. 25.6.1981) geändert. Sie hat auch den 2. Absatz des Art. 8 eingeführt.

(20) Die G.V. vom 13. 3.1997 (B.S. 19 .6.1997, s. 5215, N° 9775) hat im Art. 8 die Wörter " und , auf Vorschlag der Bezuschussbehörden, einen Delegierter des CGT und der Deutschsprachigen Gemeinschaft. " eingeführt.

(21) Die G. V. vom 9.2.1981 (B.S.25.6.1981) hat die Wörter " Die Mandaten werden jedes Jahr pro Drittel erneuert. Der Verwaltungsrat ernennt die auscheidenden Mitglieder. Diese Mitglieder können wiedergewählt werden. " eingeführt.

(22) Die G.V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) hat im Artikel 10 die Wörter " des Verbandes " durch die Wörter " des Vereins " ersetzt. Vor " " Sekretär " werden die Wörter " einen der Vize-Präsidenten oder, wenn sie fehlen durch den " eingeführt.

(23) Die G.V. vom 30.6.2004 hat die Wörter " ersten Trimester " mit den Wörtern " Ersten Semester " ersetzt.

(24) Die G.V. hat den französischen Text " par carte " durch die Wörter " par invitation personnelle " wie im deutschen Text ersetzt

(25) Die G.V. vom 30 .6.2004 hat den französischen Text mit den Wörtern " d'activité et de " ergänzt

(26) Die G.V. vom 30.6.2004 hat die Wörter " und laut der gesetzlichen Bestimmungen " beigefügt

(27) Die G.V. vom 20.3.2002 (B.S. vom 16.5.2002) hat die Wörter " 100 BEF " durch " 100 EUR " ersetzt und " Postcheckkonto des Verbandes " durch " Bankkonto N° des Vereins ".

(28) Die Abschaffung des ersten Teils des Artikels 15 wurde in der G.V. vom 30.6.2004 abgestimmt weil dies jetzt im Art.1 und 3. steht. Der ursprünglicher Text des Artikels 15 war (nur in Französisch) " L'association est reconnue par les administrations communales de Gemmenich, Hombourg, la Calamine, Montzen, Moresnet, Neu-Moresnet, Rémersdael, Sippenaeken, et Teuven et sera affilié à la fédération du Tourisme de la province de Liège. " Die G.V. vom 9.2.1981 hat diesen Text so ersetzt : " Infolge Gemeindefusionen wird der Verband von den Gemeinden die im Artikel 6 erwähnt werden anerkannt und er ist an der Föderation für Tourismus der Provinz Lüttich angeschlossen. "

In der französische Fassung hat die G.V. vom 30.6.2004 die Wörter " de ces organismes " abgeschafft.

Vor der Benennung " Verkehrsverein der Drei Grenzen " hat sie die gesetzliche Erwähnung " G.o.E. " beigefügt und nach "Grenzen" die Wörter "-Syndicat d'Initiative des Trois Frontières". Die Generalversammlung vom 17.5.2005 hat die Wörter "Königlicher"vor "Verkehrsverein" und "Royal"vor "Syndicat d'Initiative" eingeführt.

(29) die G. V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) hat im Artikel 15 die Wörter " wird der Verband " durch die Wörter " Wurde der Verein " ersetzt und was hinten den Wörtern " die Benennung " steht wurde wie folgt ersetzt : "Verkehrsverein der Drei Grenzen ", " vom Generalkommissariat für Tourismus und von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannt " erwähnt

(30) Dieser Text wurde von der G.V. vom 28.6.2004 angenommen und ersetzt den Text des Art. 15 Bis der in der G.V. vom 9.2.1981 eingeführt wurde. Dieser Text war wie folgt aufgesetzt : " Die Mitglieder des Verbandes brauchen in den Versammlungen die Sprache ihrer Wahl. Die Korrespondenz und die Einladungen werden in Französisch für die Mitglieder der Gemeinden Welkenraedt, Plombières, und Fourons und in Deutsch für die Mitglieder aus Lotzen, Raeren und Kelmis, ausser Anfrage ihrerseits aufgestellt. Während der Sitzung führt der Präsident oder ein Verwalter die notwendigen Übersetzungen aus."

(31)Die G.V. vom 20.3.2002 (B.S. 16.5.2002) hat im Artikel 16, vor " Sekretär " die Wörter " Präsident oder der " eingeführt

(32). B.S. 24 Dezember 1955, s. 1434, N° 3670

(33) Am 12. Dezember 1955 hat die G.V. folgendes beschlossen (besteht nur in Französisch) " Les membres de l'association sans but lucratif " Syndicat d'Initiative des Trois Frontières ", réunis en assemblée générale à Montzen, le 12 décembre 1955 ont nommé membres du conseil d'administration : Jean Khaffaire, bourgmestre de Montzen, président, Edouard Laurent, professeur, secrétaire. Pierre Vandegaar, hôtelier, à Moresnet, trésorier, Léopold Cravatte, instituteur, Joseph Reinders, chauffeur, Mathieu Simons, cultivateur et Alphonse Xhonneux, employé, membres. (" MB 24 décembre 1955, p 1434, N° 3671)

(34) Am 12. Dezember 1955 hat die G. V. folgendes beschlossen (besteht nur in Französisch) " L'assemblée générale de l'ASBL Syndicat d'initiative des Trois Frontières , ayant son siège à La Calamine, constituée par acte sous seing privé du 12 décembre 1955 publié aux annexes du Moniteur Belge du 24 décembre suivant sous le N° 3670 s'est réunie conformément aux statuts le 19 mars 1957 et a adopté la démission de M. Edouard Laurent, secrétaire. M. Hubert Rutten, secrétaire communal de Neu-Moresnet , domicilié à Neu-Moresnet a été élu secrétaire de l'association sans but lucratif. La Calamine le 19 mars 1957 " (B.S. 30.3.1957)

(35) Am 29 April 1959 hat die G.V. folgendes beschlossen (besteht nur in Französisch) " " L'assemblée générale de l'ASBL Syndicat d'initiative des Trois Frontières , ayant son siège à La Calamine, constituée par acte sous seing privé du 12 décembre 1955 publié aux annexes du Moniteur Belge du 24 décembre suivant sous le N° 3670 s'est réunie le mercredi 29 avril 1959 et a désigné en qualité d'administrateurs : M. Khaffaire, Jean, Bourgmestre de Montzen, notaire, président de l'association, M. Rutten , Hubert, secrétaire communal , à Neu-Moresnet, secrétaire, M. Vandegaar, Pierre, hôtelier, à Moresnet, trésorier, M Cravatte Léopold, instituteur, à Rémersdael, membre, M. Straet, Guillaume, bourgmestre, à Gemmenich, membre, M. Mathieu Simons, bourgmestre, à Hombourg, membre, M. Xhonneux , Alphonse, bourgmestre, à Neu-Moresnet, membre ". (B.S. 30.5.1959, N° 2319-2335)

(36) AM 13. Dezember 1966 hat die G.V. folgendes beschlossen (besteht nur in Französisch) : " L'assemblée générale du 13 décembre 1966 a adopté les démissions de MM Jean Khaffaire, notaire, domicilié à Montzen, président, et Pierre Vandegaar, hôtelier, domicilié à Moresnet, trésorier. Elle a nommé membres du

Conseil d'administration : M. Jean Xhaflaire, notaire, domicilié à Montzen, président d'honneur, M. Jean Henkens, domicilié à Henri-Chapelle, président, M. Guillaume Schyns, bourgmestre, domicilié à La Calamine, vice-président, M. Henri Heutz, bourgmestre, domicilié à Hauset, vice-président, M. Hubert Rutten, secrétaire communal, domicilié à Neu-Moresnet, secrétaire, M. Joseph Langhor, professeur, domicilié à Gemmenich, secrétaire adjoint, M. Léopold Cravatte, instituteur, domicilié à Rémerdael, trésorier, M. Charles Cravatte, directeur d'école, domicilié à La Calamine, au poste des relations publiques, M. Michel Letocart, ingénieur des Eaux et Forêts, domicilié à Walhorn, conseiller technique, M. Marcel Colyn, sous-percepteur des portes, domicilié à Gemmenich, et Firmin Pauquet, inspecteur de l'Education populaire, domicilié à La Calamine, commissaires."

(37) " Versammelt am 9. Februar 1981 hat die Generalversammlung folgende Personen im Verwaltungsrat berufen : Jean Henkens, Ehrenbürgermeister von Henri-Chapelle als Ehrenpräsident seit dem 27. Oktober 1977. Albert Stassen, Beamter, Sekretär des V.V. Hombourg als Präsident seit dem 27. Oktober 1977. Hubert Rutten, Ehrensekretär von Neu-Moresnet, als Sekretär seit dem 19. März 1957. Jean-Louis Xhonneux, Beamter, aus Remersdael, Vertreter vom S.I. Fourons, als Kassierer, seit dem 12. Mai 1980, Rémersdael, Nachfolger von Léopold Cravatte, Cornéil Bauens, Schöffe von Kelmis, aus Hergenrath, Vize-Präsident, seit dem 27. Oktober 1977, Jacques Palm, Landwirt, Präsident des V.V. Montzen, Vize-Präsident, Joseph Heuschen, Beamter, Sekretär des V.V. Walhorn, als beigeordneter Sekretär, Alain Mager, Sekretär des S.I. Montzen, als Public-relation, Richard Timmerman, Arbeitsleiter in Raeren, Vertreter des V.V. Raeren, als technischer Berater, H.A. Thomson, Beamter, Vertreter des V.V. Hergenrath, als Kommissar, Frau Radermecker-Charlier, Vertreter des V.V. Eynatten, als Kommissar, K. Aussems, Vertreter des V.V. Hauset als Verwalter, Joseph Pinckaers, Landwirt, Schöffe von Fourons, als Verwalter (B.S. 25. 6.1981)

(38) Die Generalversammlung vom 15. März 1990 (B.S. 31.01.1991 N° 1088 (73895)) hat den Rücktritt von Herrn Rutten, Ehrensekretär, J. Heuschen, A. Mager und J. Pinckaers angenommen. Sie hat folgende Personen im Verwaltungsrat berufen : Herrn Nikolaus Schmetz (V.V. Touring Tourisme, Kelmis-Neu-Moresnet, Vize-Präsident, Roger Franssen (V.V. Lontzen, public-relation, Frau Heynen, Sekretärin, Freddy Nyns, V.V. Walhorn (Adj. Sekretär, Bernard Eicher, V.V. Herbesthal, Joseph Remacle, SICD Plombières, Verwaltungsratsmitglieder, Etienne Schils, (S.I. Gemmenich, Adj. Technischer Berater, Henri Muijtens, (S.I. CF Moresnet) Kommissar (B.S. 25.6.1981)

(39) Die G.V. vom 13. März 1997 hat den Rücktritt von Herrn Kockartz (1997), N. Schmetz (1996), Frau Heinen (1990), R. Timmerman (1990), H. Muijtens (1991), K. Aussems (1994), J. Ulrici (1997) und den Tod von Herrn F. Nyns (1996) protokolliert. Sie hat folgende Personen im Verwaltungsrat berufen : Arsène Lennertz (S.I. Moresnet als Kommissar) (1991), René Vanderheyden (S.I. Sippenaeken, 1997), Michel Letocart (V.V. Walhorn, 1997), W. Timmerman (V.V. Hauset, 1997), vize-Präsident, Roger Franssen, (V.V. Lontzen, 1995), Technischer Berater, Günter Martinus (V.V. Lontzen, 1996) Adj. Sekretär: Marcel Willems (V.V. Herbesthal 1997). (B.S. 19.6.1997)

(40) Die Generalversammlung vom 20.3.2002 hat folgende Personen im Verwaltungsrat berufen : Raymond Esser (S.I. Montzen, 2000), M. Raymond Flas (S.I. Gemmenich, 2001), Richard Orban (V.V. Eynatten 1999, Frau Parent (V.V. Hauset 2002), Sie hat den Rücktritt protokolliert von : W. Timmerman (2002, J. Remacle (2002), J. Palm (2000), E. Schils (1998), C. Radermecker-Charlier (2002). (B.S. 16.5.2002)

(41) Die G.V. vom 30.6.2004 hat folgende Personen im Verwaltungsrat berufen: Raymond Esser als Public-relation, Serge Huppertz (S.I. Montzen) als 2. Vize-Präsident, Dieter Marichal (V.V. Herbesthal) als Verwalter und Jean Goka (S.I. Gemmenich) als Kommissar. Sie hat den Rücktritt von Herrn Bernard Eicher (V.V. Herbesthal), Raymond Flas, (S.I. Gemmenich) protokolliert

(42) Die G.V. vom 30.6.2004 hat für den deutschen Text nicht nur die Statutenänderungen die im französischen Text stehen abgestimmt aber auch eine Anpassung der koordinierten Statuten in Deutscher Sprache verwirklicht, damit die Gleichwertigkeit der Deutschen Fassung genau mit der Bedeutung des französischen Textes versichert wird. Sie hat auch gleichzeitig einige Druckfehler und Sprachenfehler verbessert. Die Statutenänderung befasst sich hier nur mit den Inhaltsänderungen. Die deutsche Fassung der koordinierten Statuten nach der A.G.V. vom 30.6.2004 ist im Staatsblatt vom 11.2.2005 erschienen.

Déposés en même temps, l'extrait du registre des délibérations des assemblées générales extraordinaires des 30 juin 2004 et 17 mai 2005, l'extrait du registre des membres 2005, le bilan et le résultat d'exploitation 2004

Albert STASSEN, président-mandataire.